Jean-Marie Le Pen en 1974 ou les déboires électoraux du Front national à ses débuts

Jean-Marie Le Pen in 1974: The electoral weakness of the Front National at the outset

Jean-Étienne Dubois

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/1028>

DOI : 10.4000/histoirepolitique.1028

ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'histoire de Sciences Po

Référence électronique

Jean-Étienne Dubois, « Jean-Marie Le Pen en 1974 ou les déboires électoraux du Front national à ses débuts », *Histoire Politique* [En ligne], 44 | 2021, mis en ligne le 01 juin 2021, consulté le 21 octobre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/1028> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.1028>

Ce document a été généré automatiquement le 21 octobre 2021.

Histoire Politique

Jean-Marie Le Pen en 1974 ou les déboires électoraux du Front national à ses débuts

Jean-Marie Le Pen in 1974: The electoral weakness of the Front National at the outset

Jean-Étienne Dubois

- 1 La mort de Georges Pompidou le 2 avril 1974 provoque une élection présidentielle anticipée qui se déroule les 5 et 19 mai 1974. La droite nationaliste, représentée par Jean-Louis Tixier-Vignancour en 1965, avait soutenu la candidature d'Alain Poher en 1969. En 1974, elle est de nouveau représentée par un candidat, Jean-Marie Le Pen, au nom d'un parti ayant alors moins de deux ans d'existence : le Front national (FN).
- 2 Le FN est fondé en octobre 1972, quatre mois après la signature du programme commun des gauches socialiste et communiste le 27 juin, dans le but de rassembler « nationaux » et « nationalistes », et de leur donner un moyen de résister à la montée du « péril socialo-communiste¹ ». Ordre nouveau, mouvement lancé en 1969 pour succéder à Occident dissous l'année précédente, est à l'initiative de la création du FN². Ses dirigeants veulent en faire une fédération souple de différentes organisations nationalistes, une plate-forme électorale présentant des candidats uniques et centralisant l'argent et la propagande³. Le choix de Jean-Marie Le Pen pour présider la nouvelle formation s'explique par le capital politique dont il jouit dans les milieux nationalistes grâce à son passé d'ancien député poujadiste, d'ancien parachutiste en Indochine, à Suez et en Algérie, à ses qualités de tribun. Il bénéficie en outre d'un vaste carnet d'adresses politiques depuis ses quatre années passées au Centre national des indépendants et paysans (CNIP) de 1958 à 1962 comme député de la 3^e circonscription de la Seine. Mais des dissensions apparaissent rapidement entre lui et les membres de la direction d'Ordre nouveau après sa dissolution en juin 1973. Ces derniers souhaitent en effet modifier en leur faveur l'organisation et la composition des organes de décision du FN établie en 1972, ce à quoi Jean-Marie Le Pen s'oppose vigoureusement. En 1973, ils décident donc de quitter le parti pour se rassembler dans des comités « Faire

Front ». Ils refusent de soutenir la candidature du président du FN et donnent naissance, à l'automne 1974, au Parti des forces nouvelles (PFN).

- 3 Comment le « petit candidat » Jean-Marie Le Pen a-t-il réussi à mener campagne malgré de faibles moyens financiers et humains, d'autant plus faibles que le FN vient d'être affaibli par une scission ? Quels furent ses thèmes de campagne ? Quel rôle enfin cette campagne électorale a-t-elle joué dans le développement du parti et la carrière politique de son président ?

Le lancement de la campagne : organisation et signatures

- 4 Jean-Marie Le Pen est le premier candidat à se déclarer, avant même la mort de Georges Pompidou, en raison de la dégradation rapide de la santé du chef de l'État qui laisse présager qu'il ne finira pas son mandat⁴. Le 24 mars 1974 à Lille, il annonce à ses partisans : « Nous sommes certains maintenant que la campagne présidentielle commencera avant deux ans. C'est pourquoi nous commençons notre campagne dès maintenant⁵. » Quatre jours plus tard, il organise une conférence de presse lors de laquelle il confirme sa candidature. Il explique ce choix dans deux interviews à *Rivarol* en avril 1974. L'élection présidentielle est selon lui devenue « l'acte politique majeur, le grand débat national par excellence », et il est donc indispensable que « l'opposition nationale » y participe⁶. C'est l'occasion de se faire connaître « de toute cette masse d'électeurs qui, confusément, partagent nos opinions, adhèrent à notre critique positive du régime, mais nous ignorent en raison du silence tacite qui est orchestré autour de nous ». Il compte notamment sur les « interventions télé-radiodiffusées qui permettent de toucher parfois jusqu'à 20 millions de personnes » et sont bien plus efficaces que « les réunions publiques qui n'attirent que 2 000 personnes – déjà convaincues – et qui coûtent très cher⁷ ».
- 5 Mais participer à une élection présidentielle est onéreux et les moyens financiers du FN sont très limités. À la date du 11 avril, il affirme que « toute [sa] campagne est payée pour l'instant par ses deniers⁸ ». Pour être candidat, il a dû verser une caution de 10 000 francs, remboursée s'il dépasse 5 %, condition nécessaire également pour toucher de l'État un remboursement forfaitaire de 100 000 francs de ses frais de campagne. Pour financer la campagne, l'équipe de *Militant*, le journal du FN, cherche à faire connaître le candidat et à collecter de l'argent⁹. Sans trace retrouvée des comptes de campagne du candidat, on peut faire l'hypothèse, sur la base des dépenses de Michel Rocard ou d'Alain Krivine en 1969, que sa campagne a dû coûter au minimum 300 000 francs, répartis entre impression des affiches, location d'un local, emploi de quelques personnes, location de salles et déplacements du candidat¹⁰.
- 6 Jean-Marie Le Pen doit également fournir au Conseil constitutionnel la présentation de sa candidature par au moins 100 élus issus de dix départements différents. Pour les obtenir, il met en place des comités de soutien indépendants du FN, les « comités Le Pen », pilotés par Christian Baeckeroot¹¹, assisté de son épouse, Myriam, et de la fille aînée des Le Pen, Marie-Caroline¹². Ils y parviennent sans trop de difficulté en envoyant des courriers à 6 000 élus locaux qui avaient signé la pétition de Jean Foyer¹³ contre l'avortement l'année précédente¹⁴. Au total, il dépose 157 présentations d'élus. Le Conseil constitutionnel en valide 117¹⁵. Les 157 présentations viennent de

64 départements différents. Parmi eux, 13 départements ont fourni entre quatre et neuf signatures, situés essentiellement dans le Nord (Aisne 8, Oise 6, Pas-de-Calais 4, Somme 7), en Normandie (Calvados 6, Eure 5) et dans le Sud-Est (Corse 5, Hérault 6)¹⁶. Les signataires se répartissent entre 154 maires, deux maires et conseillers généraux et un conseiller général. Au niveau des professions indiquées, actifs et retraités confondus, près de la moitié des signataires viennent du monde agricole (68)¹⁷, suivi par les professions libérales (médecins, avocats, pharmaciens et un notaire) qui en représentent le dixième (17), les artisans, commerçants et industriels (12) et les officiers militaires (6). Les retraités sans autre précision sont 21, soit près de 15 % du total, et 20 autres ont indiqué leur ancienne profession et ont déjà été comptabilisés par ailleurs : au total, les retraités sont donc 41, soit un quart du total.

- 7 Une fois sa candidature validée par le Conseil constitutionnel le 16 avril, Jean-Marie Le Pen peut véritablement lancer sa campagne en direction de l'opinion publique, aux côtés des onze autres candidats.

La campagne d'opinion et le programme de Jean-Marie Le Pen

- 8 Brève, compte tenu des circonstances, la campagne électorale de Jean-Marie Le Pen, comme celle des autres candidats, s'articule autour de meetings, d'articles de presse et de passages dans les médias, notamment sur les ondes de l'ORTF dans le cadre de la campagne officielle. Jean-Marie Curutschet, ancien de l'OAS-Métropole, est le principal animateur de l'équipe de campagne¹⁸. Mais les troupes nationalistes sur lesquelles il peut compter sont réduites, essentiellement constituées de catholiques traditionalistes¹⁹, mais également de certains groupuscules nationalistes-révolutionnaires proches des *Cahiers européens* de François Duprat²⁰. De leur côté, les comités « Faire front », composés des anciens d'Ordre nouveau qui ont quitté le FN l'année précédente, soutiennent Valéry Giscard d'Estaing, assurent son service d'ordre et mettent à sa disposition leur matériel d'impression²¹. C'est également le cas du Groupement de recherches et d'études sur la civilisation européenne (GRECE), dirigé par Alain de Benoist²². Jacques Isorni et les monarchistes de Restauration nationale soutiennent quant à eux la candidature de Jean Royer²³. Du côté de la presse écrite, seul l'hebdomadaire d'extrême droite *Rivarol* le soutient clairement. *Minute* soutient la candidature de Valéry Giscard d'Estaing pour faire échec à la gauche²⁴. Du côté de la presse de droite, *L'Aurore* et *Le Figaro* rendent compte assez régulièrement de sa campagne, mais les deux journaux accordent la place essentielle à Valéry Giscard d'Estaing et à Jacques Chaban-Delmas ainsi que, dans de moindres proportions, à Jean Royer.
- 9 Jean-Marie Le Pen tient plusieurs réunions en province « devant des auditoires de l'ordre de 500 personnes en moyenne » : à Lille le 25 avril, à Colmar le 26, à Lyon et Montpellier le 27, et le 2 mai au gymnase Huyghens à Paris²⁵. D'après Alain Riou, dans *L'Aurore*, de tous les petits candidats, Jean-Marie Le Pen est celui qui a le plus de moyens financiers pour sa campagne : « Il se déplace en effet par la voie des airs, comme un grand, et n'hésite pas à tenir ses meetings dans les mêmes lieux que les ténors, sans paraître ridicule à leurs côtés²⁶. » Ce qui n'empêche pas le candidat de se plaindre le lendemain dans le même journal de ses faibles moyens et d'affirmer faire ses déplacements en autorail comme Jean Royer²⁷.

- 10 Conscient quoi qu'il en soit du déséquilibre de ses moyens financiers par rapport aux « grands candidats », Jean-Marie Le Pen s'est entretenu avec le président de la République par intérim, Alain Poher, gardien du bon déroulement de la campagne, pour dénoncer « la réelle violation de la loi que constitue l'utilisation massive des affichages par un certain nombre des candidats » qui contrevient, selon lui, à l'égalité des chances des candidats prévue par la loi pendant la période électorale²⁸. Il dépose une requête devant le président du tribunal civil de Paris dans laquelle il demande l'autorisation d'assigner en référé Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chaban-Delmas, François Mitterrand et plusieurs sociétés d'affichage pour obtenir du tribunal l'autorisation de faire déchirer toutes les affiches apposées en dehors des emplacements spéciaux réservés aux candidats²⁹. Il n'obtient pas gain de cause, les locations d'affichages publicitaires ayant eu lieu avant le début de la campagne officielle. Les candidats incriminés doivent toutefois s'engager à ne renouveler aucun affichage sur panneaux publicitaires commerciaux jusqu'à l'issue du scrutin³⁰.
- 11 Plus que par ses réunions ou ses affiches, Jean-Marie Le Pen estime que « la part essentielle » de sa campagne est constituée par ses interventions radio-télévisées³¹. Nous avons retrouvé un compte rendu de son passage sur les ondes privées, le 29 avril, à l'émission « Le Grand Jury » de RTL où il débat avec des représentants des autres candidats, à l'exception des deux candidats trotskystes qui refusent de débattre avec lui³². Concernant l'ORTF, il bénéficie comme tous les candidats de 65 minutes sur les deux chaînes télévisées et de 65 minutes sur France Inter, réparties en six interventions de 5 à 18 minutes chacune, selon le calendrier ci-dessous³³. Afin de se démarquer des autres candidats et de gagner en notoriété, il fait le choix d'apparaître à l'écran avec un bandeau sur son œil gauche, dont il a perdu l'usage accidentellement, ce qu'il ne fait pas sur ses affiches électorales³⁴.

Calendrier des temps de parole à la radio et à la télévision attribués à Jean-Marie Le Pen lors de la campagne présidentielle de 1974

Télévision (1 ^{ère} et 2 ^e chaînes)	Radio (France Inter)
19 avril à partir de 20 h 35 : 7'	20 avril à partir de 19 h 20 : 7'
22 avril à partir de 20 h 35 : 18'	23 avril à partir de 12 h 05 : 18'
24 avril à partir de 20h35 : 9'	25 avril à partir de 12 h 05 : 8'
29 avril à partir de 13'05 : 18'	30 avril à partir de 19 h 20 : 18'
2 mai à partir de 13'05 : 8'	2 mai à partir de 19 h 20 : 9'
3 mai à partir de 20h35 : 5'	3 mai à partir de 19 h 20 : 5'

Source : *Le Monde*, 20 avril 1974

- 12 Non seulement il y développe son programme mais il expose aussi certains aspects de sa personnalité et de son passé qui justifient, selon lui, que les Français et les Françaises lui accordent sa confiance. Dans sa profession de foi, il insiste sur son origine populaire (père « patron-pêcheur », boursier), le fait qu'il soit chef de famille (marié, il a trois

filles), son engagement militaire pendant les guerres coloniales, son statut d'entrepreneur indépendant, ses études de droit et de science politique qui le qualifient pour les responsabilités qu'il brigue³⁵. Concernant son parcours politique, il insiste sur sa jeunesse (46 ans), mise en avant sur son affiche de campagne, ses fonctions électives passées (plus jeune député de France en 1956) et son statut de chef de parti. Il n'hésite pas, comme Valéry Giscard d'Estaing, à mettre en avant son épouse Pierrette et ses enfants dans la presse. Dans *Le Figaro*, une photographie le montre avec elles dans l'embrasure de la porte de leur appartement parisien³⁶. Un article est également consacré à son épouse, interrogée pour l'occasion, qui décrit l'éducation stricte donnée à leurs filles³⁷.

- 13 Sur le plan politique, Jean-Marie Le Pen revendique son positionnement « à droite », une « droite sociale, populaire et nationale » qu'il oppose à la majorité au pouvoir et à la gauche marxiste. Dans son bulletin spécial, il décline ce qu'il entend par ces trois qualificatifs : une « droite sociale » qui protège le travail et la famille ; une « droite populaire » au service des petits (paysans, ouvriers, commerçants, artisans mais aussi artistes, penseurs et poètes) ; une « droite nationale attachée à la patrie, à son sol, à ses traditions, respectueuse des sacrifices de ses pionniers et de ses martyrs, de ses saints et de ses soldats », prête à construire avec ses voisins « une Europe fraternelle, mais vigilante, et prête à défendre l'héritage à elle confiée³⁸ ». Comme René Rémond le remarque alors, il est le seul des candidats de droite à se revendiquer comme tel, même si, indique-t-il, son positionnement et sa culture politiques le placent à l'extrême droite, en héritier de la tradition nationaliste et autoritaire³⁹. Le terme de droite est en effet encore associé à des précédents peu compatibles avec le caractère républicain du régime, renvoyant aux adeptes des régimes monarchiques du XIX^e siècle ou aux nostalgiques du régime de Vichy. Jean-Marie Le Pen reproche aux trois candidats issus de la majorité au pouvoir depuis 1958, Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chaban-Delmas et Jean Royer, d'avoir manqué d'autorité face aux gauchistes et d'avoir mené une « politique de gauche avec les voix de la droite⁴⁰ ». Il est particulièrement critique vis-à-vis de Jean Royer qui, des trois candidats, est celui qui le concurrence le plus directement dans l'électorat conservateur auquel il s'adresse, notamment les catholiques traditionalistes⁴¹. Il l'accuse d'être le candidat que la majorité a désigné dans le but de « récupérer les voix de la droite nationale⁴² ».
- 14 Jean-Marie Le Pen met en avant un programme de « salut public » pour remédier à la crise de civilisation que connaît selon lui le pays, et qu'il décline dans sa profession de foi en dix « orientations politiques et sociales essentielles⁴³ ».
1. « Ramener l'État à ses fonctions normales », soit « assurer l'ordre, la justice, l'obéissance aux lois et la défense du pays ».
 2. « Imposer à tous le respect de la loi » car « l'autorité de l'État ne cesse de dépérir » face aux « féodalités », à savoir : « grands intérêts capitalistes, syndicalisme marxiste, parti communiste, gangs politico-économiques ».
 3. « Rétablir l'ordre, la sécurité, les valeurs morales » en luttant contre les « mouvements révolutionnaires », la « criminalité », le « déferlement de la pornographie et de l'immoralité », et la remise en cause des « hiérarchies naturelles ».
 4. « Restaurer les libertés fondamentales », qu'elles soient « individuelles, familiales, communales, économiques, culturelles », toutes menacées par « l'étatisme ».
 5. « Réglementer le droit de grève » dans les services publics, car les « syndicats politisés [...] perturbent la vie administrative et économique de la nation au mépris de l'existence quotidienne des populations ».

6. « Dépolitiser l'enseignement et reconstruire l'Université à tous les degrés » en revenant sur la loi Edgar Faure qui a « anéanti les structures de l'enseignement public ». Il faut au contraire veiller au respect du devoir de « neutralité philosophique et politique » des enseignants et restaurer une éducation qui « a pour mission de former les jeunes Français au respect des règles sociales, au goût du travail, au sens du devoir ».
 7. « Défendre la cellule familiale » par une aide aux familles nombreuses (attribution d'une allocation équivalente au SMIC pour les femmes à partir de leur troisième enfant) et en s'opposant aux projets de légalisation de l'avortement.
 8. « Garantir le droit à la vie des victimes de la crise économique » grâce à une « indexation automatique et rigoureuse des ressources des catégories défavorisées » sur l'inflation, notamment pour les retraités.
 9. « Assurer la paix et l'indépendance nationale par la fidélité aux alliances européennes et atlantiques », car, face à l'URSS, l'indépendance de la France « est liée à celle de l'Europe et de l'Occident ».
 10. « Réformer la Constitution » car les institutions sont « équivoques », à mi-chemin du régime présidentiel et parlementaire et créer une « Cour suprême gardienne de la Légimité et arbitre sans appel ».
- 15 Plusieurs lignes de force se dégagent de ce programme en dix points. La première est, sur le plan économique, un héritage poujadiste affirmé. Cet héritage se retrouve dans la dénonciation d'un État qui intervient trop dans la vie économique et sociale et doit se recentrer sur ses fonctions régaliennes. Dans la presse, le candidat défend la privatisation de toutes les entreprises publiques pour les rendre au secteur privé et la diminution de la fiscalité pour permettre à tous les Français de se constituer un portefeuille d'actions pour créer un « national capitalisme » ou « capitalisme populaire », fondé sur une « diffusion nationale de la propriété », à l'opposé des « concentrations financières qui deviennent des oligarchies que l'État doit réprimer⁴⁴ ». Cet attachement à la défense des « petits » et des « catégories défavorisées » par la crise face à ces « concentrations financières » est directement hérité des discours poujadistes.
- 16 La deuxième ligne de force est celle d'un conservatisme social et culturel affirmé, très proche de la ligne incarnée également par Jean Royer, passant par le rejet de tout ce qui relève de l'héritage soixante-huitard : rejet de la loi Faure ; défense de la morale contre la libération des mœurs et de la sexualité, assimilée à un « déferlement de l'immoralité et de la pornographie » ; défense de la famille traditionnelle, d'une politique nataliste et anti-avortement ; lutte contre les « mouvements révolutionnaires », qui rejoint la dénonciation des « syndicats marxistes », du « parti communiste » et des enseignants politisés, pour lesquels il faut restreindre le droit de faire grève dans le secteur public.
- 17 Le troisième trait saillant de ce programme est un atlantisme et un anti-gaullisme assumés. Les deux thèmes se rejoignent tant sur la question des institutions que sur celle de la politique étrangère. Sur le plan institutionnel, contre les institutions gaullistes de la V^e République, Jean-Marie Le Pen milite pour l'adaptation en France du régime présidentiel américain : disparition du poste de Premier ministre, élection tous les quatre ans d'un président et d'un vice-président, ainsi que d'une Assemblée nationale élue à la représentation proportionnelle et disposant de plus de pouvoirs pour contrôler l'action du gouvernement, et création d'une Cour Suprême. Sur le plan international, il dénonce la politique d'indépendance nationale initiée par le général de Gaulle car, tant que l'URSS reste une menace militaire, mieux vaut « que la France et

l'Europe soient à l'abri du parapluie atomique américain⁴⁵ ». Plus surprenant quand on connaît l'évolution du FN sur ce sujet, il soutient alors le projet d'une « Europe confédérée, étape nécessaire vers une Europe unie » exigée par les nécessités économiques et militaires⁴⁶, et il regrette que la création de la Communauté européenne de défense n'ait pas été ratifiée en 1954 car « elle eût évité, sans doute, bien des crises et préservé notre avenir⁴⁷ ». Une autre critique anti-gaulliste formulée par Jean-Marie Le Pen est celle d'une renégociation des accords d'Évian en exigeant une indemnisation de l'État algérien au profit des rapatriés⁴⁸.

- 18 La question de l'immigration est en revanche presque absente de son programme. Le candidat en parle rapidement dans son bulletin spécial, où il reproche à la majorité d'avoir laissé « envahir le pays par une immigration incontrôlée » qui constitue une « menace aujourd'hui pour l'emploi, pour la sécurité, pour la santé des Français, demain pour l'indépendance de la France et pour sa défense nationale⁴⁹ ». Il l'évoque encore rapidement dans l'un de ses passages télévisés, le 29 avril, dénonçant en quelques phrases la pression sur les salaires que fait peser l'immigration étrangère en France, et réclamant une revalorisation du travail manuel et une « priorité d'embauche pour les Français⁵⁰ ». Mais il apparaît clairement que le thème de l'immigration n'est pas encore au centre du discours frontiste et de son dirigeant à cette date, comme il le devient à partir de 1978⁵¹.
- 19 Avec ce programme et ce positionnement politiques, Jean-Marie Le Pen espérait réaliser un score supérieur à 5 %. Ce ne fut pas le cas.

La désillusion électorale du 5 mai

- 20 Dès le début de sa campagne, Jean-Marie Le Pen reconnaît n'avoir aucune chance de succès à ce scrutin mais juge sa participation importante pour le devenir de son parti. Il déclare ainsi dans *Rivarol* le 11 avril : « Il n'est pas mauvais de faire connaître, numériquement, notre existence. Que nous représentions 2, 3, 5 % des voix ou davantage, cela peut procurer parfois une position d'arbitrage, et obliger les autres à tenir compte de cette force. » Convaincu de ne pas faire moins de 2 % des voix et prévoyant peut-être déjà que la victoire d'un candidat de la majorité contre François Mitterrand serait serrée, il estime que « quel qu'il soit, le futur président de la République sera bien obligé de tenir compte de notre importance⁵² ». Ancien directeur de campagne de Jean-Louis Tixier-Vignancour en 1965, Jean-Marie Le Pen ambitionnait de faire mieux que ses 5,2 % des suffrages exprimés⁵³. Pourtant, dès les premiers sondages, les intentions de vote en sa faveur sont mauvaises, stagnant à 1 ou 2 %, alors même que Jean Royer n'est pas encore candidat et n'est donc pas comptabilisé auprès des électeurs interrogés. Elles finissent à 0,5 %, soit 130 000 voix estimées⁵⁴. Au soir du 5 mai, les résultats sont conformes aux sondages : Jean-Marie Le Pen n'est pas le cinquième homme de la campagne, mais le septième, avec 190 921 voix, soit 0,74 % des suffrages exprimés. C'est cinq fois moins que Jean Royer, trois fois moins qu'Arlette Laguiller et presque deux fois moins que René Dumont. Sur les douze candidats engagés, les trois premiers candidats totalisent 91 % des suffrages exprimés, pour une participation de 83,5 %. La perspective d'une alternance de gauche autour de François Mitterrand a polarisé les votes sur ce dernier et sur les deux candidats de la majorité les plus susceptibles de le battre. Additionnés, les votes de Jean Royer, Bertrand Renouvin et Jean-Marie Le Pen dépassent à peine 4 % car une grande partie des voix

conservatrices et nationalistes se sont portées sur Valéry Giscard d'Estaing dès le premier tour. Pour Jean-Marie Le Pen, c'est un échec cuisant. Il fait encore moins bien que les candidats frontistes qui s'étaient présentés dans 98 circonscriptions aux élections législatives de 1973 et y avaient réuni 1,32 % des suffrages en moyenne⁵⁵.

- 21 Malgré un si petit score, on peut tenter de dresser une géographie du vote Le Pen, même si les conclusions à en tirer doivent rester prudentes⁵⁶. Les résultats sont meilleurs dans les villes où il y a eu un sérieux travail de propagande comme Montpellier (1,24 %) ou Les Lilas (1,3 %) ⁵⁷. Il réalise ses meilleurs résultats dans le Sud et notamment dans l'Hérault, signe d'une certaine popularité dans les milieux pieds-noirs : la carte de ses scores, même très faible, reprend les contours des lignes de force du vote pro-Algérie française, du référendum du 8 avril 1962 et de la candidature Tixier-Vignancour de 1965⁵⁸. On peut également noter son score dans le Morbihan : 1 % des suffrages exprimés pour ce natif de La Trinité-sur-Mer⁵⁹.
- 22 Le 16 mai, *Rivarol* rend compte de la décision du Conseil national du FN concernant la consigne de vote du parti au second tour. Sans surprise, il appelle à « barrer la route au candidat de coalition socialo-communiste » car le travail d'organisation des « forces de redressement national » qu'il compte opérer après les élections sera plus aisé « dans un système condamnable, certes, mais qui maintient néanmoins un minimum de libertés que supprimerait le régime de M. Mitterrand⁶⁰ ». Déjà, le 19 avril, Jean-Marie Le Pen avait déclaré : « Nous ne sommes pas si loin de Giscard d'Estaing. Un jour ou l'autre, il n'est pas exclu que nous entrions dans la majorité. Mais pour cela, il faut affirmer notre existence⁶¹. » Sur ce point aussi, le FN a perdu son pari.
- 23 Pour conclure, on constate qu'au terme de la campagne, les motifs de déception l'emportent nettement sur les motifs de satisfaction pour le FN. Dans l'immédiat, la candidature de son président ne lui a en effet pas permis d'ancrer électoralement le parti dans le paysage politique français et il en sort financièrement exsangue. Sur le plan du militantisme, le bilan est un peu moins sombre. À l'issue de la campagne, le nombre de militants du parti a doublé⁶². Toutefois, jusqu'en 1982, le FN reste un parti marginal dans la vie politique française, sans réelle implantation électorale (0,18 % des voix aux élections législatives de 1978), et Jean-Marie Le Pen échoue en 1981 à obtenir les 500 signatures d'élus pour pouvoir se présenter à l'élection présidentielle, bien qu'il s'y soit pris deux ans à l'avance pour les collecter⁶³.
- 24 Si, d'un point de vue électoral, la campagne de 1974 n'a donc pas été une bonne affaire pour le FN et son président à court et moyen termes, elle n'en a pas moins permis à Jean-Marie Le Pen d'occuper une position politique incontournable à l'extrême droite du champ politique. Il apparaît finalement comme le seul dirigeant de cette mouvance à l'échelle du pays qui ait la notoriété et l'entregent nécessaires pour incarner la droite nationaliste auprès de l'opinion. À l'inverse, les comités « Faire front » puis le PFN qui en est issu, malgré un bénéfice politique à court terme tiré de leur engagement aux côtés de Valéry Giscard d'Estaing lors de la campagne de 1974, ont payé à plus long terme d'un déficit d'incarnation et de visibilité dans l'opinion le fait de n'avoir présenté aucun candidat et de ne pas exister politiquement de façon autonome.
- 25 Dès les premières élections qui suivirent la victoire des gauches en 1981, et dans un contexte de rude affrontement bipolaire entre droites et gauches en plein débat sur les nationalisations, Jean-Marie Le Pen apparut comme une figure politique avec laquelle il allait falloir compter. En mars 1983, il devient conseiller de Paris, sa liste ayant dépassé les 10 % des suffrages exprimés dans le XX^e arrondissement, prélude à l'essor national

du FN dès l'année suivante aux élections européennes et à son ancrage durable dans le paysage politique français⁶⁴.

ANNEXES

L'évolution des sondages du 6 avril au 29 avril 1974, récapitulée dans *Le Parisien*, 30 avril 1974 (le nombre de voix est exprimé en milliers)

	Chaban-Delmas	Giscard d'Estaing	Le Pen	Mitterrand	Royer
	% et voix	% et voix	% et voix	% et voix	% et voix
Publimétrie 6 avril 1974	26 % 6 760	23 % 5 980	2 % 520	45 % 11 700	
IFOP 15 avril 1974	29 % 7 540	27 % 7 020	1 % 260	40 % 10 400	
Publimétrie 17 avril 1974	24 % 6 240	27 % 7 780	1 % 260	43 % 11 180	
SOFRES 18 avril 1974	26 % 6 760	28 % 7 280		40 % 10 400	5 % 1 300
IFOP 19 avril 1974	25 % 6 500	27 % 7 020		41 % 10 660	5 % 1 300
IFOP 22 avril 1974	23 % 5 980	25 % 6 500	0,5 % 130	43 % 11 180	5 % 1 300
Publimétrie 23 avril 1974	19 % 4 940	24 % 6 210	1 % 260	44 % 11 440	7 % 1 820
SOFRES 25 avril 1974	24 % 6 240	28 % 7 280		42 % 10 920	4 % 1 040
IFOP 25 avril 1974	23 % 5 980	26 % 6 760		41 % 10 660	6 % 1 560

IFOP	18 %	31 %	0,5 %	42 %	3 %
29 avril 1974	4 680	8 060	130	10 920	780

NOTES

1. Valérie Igounet, *Le Front national de 1972 à nos jours. Le parti, les hommes, les idées*, Paris, Seuil, 2014, p. 16.
2. Sur Ordre Nouveau, voir Nicolas Lebourg, Jonathan Preda et Joseph Beauregard, *Aux Racines du FN. L'Histoire du mouvement Ordre Nouveau*, Paris, Fondation Jean Jaurès, 2014.
3. Gilles Richard, *Histoire des droites en France*, Paris, Perrin, 2017, p. 442. Les statuts du Front national pour l'unité française (FNUF, immédiatement appelé seulement FN) sont déposés le 27 octobre 1972, et le parti est domicilié à la SERP (Société d'études et de relations publiques), maison d'édition de « chants de tradition », y compris nazis, fondée par Jean-Marie Le Pen en 1963.
4. Jean-Marie Le Pen n'accorde que six pages de ses Mémoires à cette élection présidentielle qui fut un échec cuisant pour lui et le FN. Jean-Marie Le Pen, *Mémoires*, t. II : *Tribun du peuple*, Paris, Éditions Muller, p. 45-51.
5. Cité dans Gilles Bresson et Christian Lionet, *Le Pen, biographie*, Paris, Seuil, 1994, p. 369.
6. Rivarol, 4 avril 1974.
7. Rivarol, 11 avril 1974.
8. *Ibid.*
9. Gilles Bresson et Christian Lionet, *Le Pen...*, *op. cit.*, p. 370-371.
10. Colette Ysmal, « Le coût et le financement des campagnes. Les candidats ne sont pas égaux devant l'argent », *Le Monde*, 19 avril 1974.
11. Christian Baeckroot est issu de la sensibilité solidariste et de l'OAS-Métro-Jeunes. Il dirige le Front national de la jeunesse de 1973 à 1983, puis est élu député du Nord aux élections législatives de 1986 au scrutin proportionnel. Pour les origines solidaristes de C. Baeckroot, cf. Étienne Verhoeyen, « L'extrême droite en Belgique (III) », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1976/9-10 (n° 715-716), p. 1-44. (<https://www.cairn.info/revue-courrier-hebdomadaire-du-crisp-1976-9-page-1.htm>) ; voir aussi Jean-Yves Camus, « Origine et formation du Front national (1972-1981) », dans Pascal Perrineau et Nonna Mayer (dir.), *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996, p. 17-37.
12. Valérie Igounet, *Le Front national...*, *op. cit.*, p. 73.
13. Jean Foyer (1921-2008) est un député gaulliste du Maine-et-Loire, Garde des Sceaux de 1962 à 1967 et ministre de la Santé en 1972 et 1973, publiquement très hostile aux revendications féministes de dépénalisation de l'avortement.
14. Dominique Albertini et David Doucet, *Histoire du Front national*, Paris, Tallandier, 2013, p. 50.
15. Archives nationales (AN), 19910411/128 : Conseil constitutionnel, présentations des candidats par les élus locaux. Sur les 40 présentations rejetées, 16 le sont pour cause de double présentation de candidats.
16. Les cinq autres départements ayant fourni plus de quatre signatures sont plus éparpillés : Charente (4), Dordogne (4), Jura (4), Basses-Pyrénées (4) et Seine-et-Marne (9).
17. Les différentes professions regroupées sous cette même catégorie sont cependant variées : agriculteurs, cultivateurs, éleveurs, exploitants agricoles, herbagers, viticulteurs, propriétaires agricoles. Il n'est pas surprenant de retrouver cette surreprésentation du monde agricole dans une France aux 36 000 communes, essentiellement rurales.
18. Gilles Bresson et Christian Lionet, *Le Pen...*, *op. cit.*, p. 370-371. Condamné à la réclusion criminelle à perpétuité pour ses activités dans l'OAS, Jean-Marie Curutchet est amnistié en 1968.

Sa présence aux côtés de Jean-Marie Le Pen lors de cette campagne montre la sympathie dont le président du FN bénéficie dans le milieu des nostalgiques de l'Algérie française.

19. Jean-Marie Le Pen, *Mémoires...*, op. cit., p. 47.
20. Jean-Yves Camus, « Origine et formation du Front national (1972-1981) », dans Pascal Perrineau et Nona Mayer (dir.), *Le Front national à découvert*, op. cit., p. 22.
21. Mathias Bernard, *La Guerre des droites*, Paris, Odile Jacob, 2007, p. 178-179.
22. Jean-Paul Gautier, *Les extrêmes droites en France de 1945 à nos jours*, Paris, Syllepsis, 2017, p. 161. Une lettre de remerciement de Valéry Giscard d'Estaing est publiée dans *Éléments*, la revue du GRECE en mai 1974.
23. Jean-Marie Le Pen, *Mémoires...*, op. cit., p. 47.
24. Mathias Bernard, *La Guerre des droites*, op. cit., p. 178-179.
25. *Rivarol*, 2 mai 1974.
26. *L'Aurore*, 29 avril 1974.
27. *L'Aurore*, 30 avril 1974. Nous n'avons pas trouvé d'informations permettant de trancher entre ces deux présentations, celle d'un petit candidat aux moyens très limités ou celle d'un petit candidat mieux loti que les autres.
28. *L'Union*, 17 avril 1974.
29. *Le Populaire*, 24 avril 1974.
30. *Ouest-France*, 27 avril 1974.
31. *Rivarol*, 2 mai 1974.
32. *L'Aurore* le 30 avril 1974.
33. *Le Monde*, 20 avril 1974.
34. *Mémoires*, t. I : *Fils de la nation*, Paris, Éditions Muller, 2018, p. 344. Contrairement à la rumeur selon laquelle il aurait perdu son œil lors d'une bagarre dans un meeting électoral en 1958, il souffre d'un décollement de rétine survenu accidentellement pendant la campagne de Jean-Louis Tixier-Vignancour lors de l'élection présidentielle de 1965.
35. AN, 19930372-8 : Archives de la Commission nationale de contrôle de la campagne de 1974 ; profession de foi et affiche de campagne de Jean-Marie Le Pen.
36. *Le Figaro*, 19 avril 1974.
37. *Le Figaro*, 22 avril 1974 : « Pas de sorties avant 18 ans, pas de cours d'éducation sexuelle à l'école. Une tenue sobre et discrète. Jupes à plis et souliers plats. Pierrette, elle, ne suit plus tout à fait. Cheveux blonds décolorés, pantalons moulants, décolleté généreux lui donnant des allures de vamp, elle adore danser, sortir et s'amuser ».
38. Bulletin spécial figurant dans le cahier couleur du livre de Valérie Igounet, *Les Français d'abord. Slogans et viralité du discours Front national (1972-2017)*, Paris, Inculte, 2016.
39. René Rémond, « Les structures de la nouvelle droite », *Le Figaro*, 4 mai 1974. Selon lui, Jean-Marie Le Pen représente une « droite tout à fait marginale, une extrême droite qui recueille l'héritage d'une tradition nationaliste et autoritaire et qui, de surcroît, n'a cessé de livrer un combat acharné à la majorité sortante – celle précisément que la gauche appelle la droite ».
40. « L'État UDR fait, en outre, la politique de la gauche avec les voix de la droite. La loi est bafouée, ainsi que l'autorité. Sous couvert de combattre le communisme, le pouvoir lui fraie la voie. » Déclaration de Jean-Marie Le Pen dans *Rivarol*, le 11 avril 1974.
41. Selon *Le Figaro*, 3 mai 1974, bien que l'Église catholique et les évêques n'aient donné aucune consigne de vote, la tendance la plus conservatrice des catholiques soutiendrait Jean Royer alors que l'équipe de *Témoignage Chrétien* appelle à voter Mitterrand.
42. *Ibid.* : compte rendu du discours de Jean-Marie Le Pen au gymnase Huyghens à Paris, le 2 mai.
43. AN, 19930372-8 : profession de foi de Jean-Marie Le Pen aux élections de mai 1974. Les dix points exposés ci-dessous en sont issus, que ce soit sous forme de citation ou de résumé.
44. Programme économique développé par Jean-Marie Le Pen dans *Le Figaro*, 19 avril 1974.
45. *Ibid.*

46. Rivarol, 4 avril 1974.
47. Rivarol, 11 avril 1974.
48. *Le Figaro*, 18 avril 1974.
49. Valérie Igounet, *Les Français d'abord. Slogans et viralité du discours Front national (1972-2017)*, Paris, Inculte, 2016, cahier couleur. Le passage sur l'immigration fait 4 lignes sur les 74 que compte son affiche, soit 5 % du total.
50. *Le Monde*, 2 mai 1974 : compte rendu du passage de Jean-Marie Le Pen à la télévision.
51. Valérie Igounet, *Les Français d'abord*, op. cit., p. 74-75.
52. Rivarol, 11 avril 1974.
53. Gilles Richard, *Histoire des droites...*, op. cit., p. 444
54. Voir le récapitulatif des sondages publié par *Le Parisien* le 30 avril 1974, et repris en annexe.
55. Valérie Igounet, *Le Front national de 1972 à nos jours*, op. cit., p. 55. Jean-Marie Le Pen avait alors réalisé le meilleur score du parti en obtenant 5,2 % des suffrages dans le XV^e arrondissement de Paris.
56. Voir la carte du vote Le Pen en 1974 établie par Frédéric Salmon, *Atlas électoral de la France (1848-2001)*, Paris, Seuil, 2001, p. 76. Jean Chiche, dans sa « Géographie du lepénisme aux élections présidentielles (1974-2017) », dans Piero Ignazi et al. (dir.), *La vie politique. Pour Pascal Perrineau*, Paris, Presses de Sciences Po, 2021, p. 217-226, évacue le vote 1974 de son analyse, le score infime de Jean-Marie Le Pen ne permettant pas de comparaison pertinente avec les scrutins ultérieurs.
57. Valérie Igounet, *Les Français d'abord*, op. cit., p. 77.
58. Pascal Perrineau, « Les étapes d'une implantation électorale (1972-1988) », dans Pascal Perrineau et Nonna Mayer (dir.), *Le Front national à découvert*, op. cit., p. 38. Pascal Perrineau préfère comparer le vote Le Pen de 1974 avec les scrutins antérieurs sur « l'Algérie française » plutôt qu'avec les scrutins ultérieurs.
59. AN, 19910411-118 : Archives du Conseil constitutionnel pour l'élection présidentielle de 1974, résultats officiels. Il recueille précisément, dans le Morbihan, 2 889 voix sur 293 316 suffrages exprimés, soit 0,98 % des voix dans ce département.
60. Rivarol, 16 mai 1974.
61. *Le Figaro*, 19 avril 1974.
62. Valérie Igounet, op. cit., p. 76-77.
63. *Ibid.*, p. 113.
64. Sur l'essor du FN au début des années 1980 et la recomposition que son irruption opère durablement au sein des droites françaises, voir Gilles Richard, *Histoire des droites*, op. cit., p. 438-471.

RÉSUMÉS

Lors de l'élection présidentielle anticipée de 1974, consécutive au décès de Georges Pompidou, Jean-Marie Le Pen décide de présenter sa candidature au nom du Front national (FN), parti qu'il préside depuis sa fondation deux ans auparavant. S'il parvient à obtenir les parrainages nécessaires pour se présenter, il échoue à fédérer toutes les tendances de la famille nationaliste autour de sa candidature et obtient un score inférieur à 1 % des suffrages exprimés, loin de ses ambitions affichées, pourtant modestes. L'élection est cependant l'occasion pour Jean-Marie Le Pen d'occuper un espace médiatique national, de gagner en notoriété et de diffuser son

programme nationaliste, à la fois poujadiste, conservateur, anti-gaulliste et atlantiste. Elle constitue en ce sens un jalon important pour comprendre l'essor électoral durable du FN dans la vie politique française dix ans plus tard.

In 1974, Jean-Marie Le Pen, newly chosen as president of the two-year old *Front National* (FN) party, decided to run for president at the early election held following the death of Georges Pompidou. Although Le Pen managed to obtain the endorsements necessary to make his candidacy official, he failed to rally all the French nationalist groups around him. He obtained fewer than 1% of the popular vote, which fell far below his modest initial objective. However, his candidacy was an important milestone that helps to explain the FN's long-term electoral rise over the subsequent decade. In fact, this election was primarily an occasion for him to increase his national visibility and to disseminate his simultaneously Poujadist, conservative, anti-Gaullist, and Atlanticist nationalist program.

INDEX

Mots-clés : Le Pen (Jean-Marie), Front national (FN), extrême droite, nationalisme, élection présidentielle

Keywords : Le Pen (Jean-Marie), Front national (FN), far right, nationalism, presidential election

AUTEUR

JEAN-ÉTIENNE DUBOIS

Jean-Étienne Dubois est professeur agrégé dans l'enseignement secondaire et historien, auteur d'une thèse portant sur les droites et extrêmes droites françaises de l'entre-deux-guerres (*Leçon d'histoire pour une droite dans l'opposition ? Les mobilisations de droite contre le Cartel des gauches dans la France des années Vingt*, Institut Universitaire Varenne, 2015). Ces travaux portent plus généralement sur l'histoire des forces politiques françaises et européennes contemporaines, de droite (*L'extrême droite française de 1880 à nos jours*, Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise Pascal, 2018 ; « Les droites françaises face aux questions scolaires au temps du Cartel des gauches », *Carrefours de l'éducation*, décembre 2019) comme de gauche (Fabien Conord [dir.], *Histoire du radicalisme européen*, à paraître en 2021).